

Les visages de la **crise** un an après



L'AN dernier, *F&D* avait rencontré dans différents pays six personnes touchées de diverses manières par la crise économique. À l'heure où la récession recule, nous les avons recontactées pour voir comment elles avaient surmonté les turbulences de l'année écoulée.

La crise a bouleversé la vie de certaines d'entre elles. Au Japon, l'ancien salarié de l'industrie automobile Yoshinori Sato survit grâce à l'aide sociale, tandis qu'en Espagne, où les affaires de l'agent immobilier Santiago Baena étaient autrefois florissantes, le secteur plie aujourd'hui sous le poids de saisies qui se chiffrent en milliards d'euros. Néanmoins, même une crise financière n'a que peu d'importance si votre pays est frappé par des problèmes plus immédiats tels des catastrophes naturelles et des épidémies, comme en Haïti.

Pour d'autres, l'adversité a été l'occasion d'un nouveau départ. En Argentine, où l'économie a depuis connu une embellie, le docker Gustavo Ramírez est devenu responsable syndical. En Côte d'Ivoire, le producteur de cacao Ignace Koffi Kassi faisait campagne pour les élections nationales et n'a pas eu le temps de nous rencontrer. À New York, Shital Patel a trouvé un travail — l'étude du marché de l'emploi.

Yoshinori Sato survit grâce aux aides publiques à Yokohama.

Japon

De mal en pis

LY A un peu plus d'un an, Yoshinori Sato ne pensait pas que sa situation pouvait empirer. C'est pourtant ce qui s'est produit. Quand *F&D* a brossé le portrait de cet ouvrier de 51 ans, en septembre 2009, il venait de perdre son emploi temporaire chez Isuzu Motors Co. à Yokohama. Il avait été obligé de libérer l'appartement de la société qu'il occupait et subsistait, grâce aux prestations sociales, loin de sa famille établie dans son île natale d'Hokkaido.

Depuis lors, sa situation s'est dégradée. «Ça a été dur», admet-il. Il a connu des problèmes de santé et n'a pas vu sa famille depuis décembre; ses avocats sont par ailleurs pessimistes quant à l'issue du procès qu'il a intenté à son employeur pour recouvrer son emploi. Une fois payés le loyer, les factures de gaz et d'électricité et les transports, il reste à M. Sato quelque 30.000 yens (367 dollars EU) par mois pour la nourriture et les dépenses diverses. Il a divorcé pour que sa femme puisse également bénéficier de prestations

sociales, et les perspectives de rejoindre sa famille paraissent ténues. M. Sato parle calmement, mais il est manifestement en colère.

«Nous voulons vivre ensemble, mais cette bataille juridique va durer longtemps, probablement plus de 10 ans», dit-il.

La main-d'œuvre temporaire est depuis longtemps indispensable au secteur de la construction automobile. À son apogée, on estimait à 3,8 millions le nombre de travailleurs relevant de cette catégorie, les autorités soutenant que le recours au travail temporaire bénéficiait à la fois aux employeurs et aux salariés, dont la mobilité professionnelle se trouvait accrue. Il est rapidement apparu que les plus grands avantages revenaient aux entreprises, qui pouvaient licencier les salariés plus facilement.

La crise économique déclenchée par l'effondrement de la banque d'investissement Lehman Brothers en septembre 2008 a aggravé le sort des salariés temporaires de l'industrie automobile japonaise, qui a vu la demande s'effondrer brutalement. Selon M. Sato, ce sont les travailleurs qui ont été les principales victimes du marasme.

«Ici, comme les grandes entreprises disposent d'une épargne et de ressources importantes, elles ont pu survivre assez facilement, mais les petites entreprises et les sous-traitants se sont trouvés dans

une situation plus délicate», souligne-t-il, ajoutant que même les salariés permanents sont aujourd'hui en proie à des difficultés.

«Certains ont été obligés de prendre une retraite anticipée, d'autres ont subi des baisses de salaires, d'autres encore ont été licenciés, explique-t-il, les grosses entreprises continuent de dégager des bénéfices, mais les salaires ont été réduits, et les grandes entreprises japonaises, estimant qu'elles ne peuvent pas gagner beaucoup d'argent ici, délocalisent leurs usines de production à l'étranger.»

«J'ai essayé de travailler à temps partiel, mais si j'obtiens un emploi à plein temps, cela risque de me porter préjudice dans le cadre de mon procès» explique Y. Sato, qui préfère se consacrer à des activités syndicales. Il travaille à titre bénévole pour le syndicat All Japan Metal and Machinery Workers, prend la parole aux réunions et conseille les salariés qui se retrouvent sans emploi.

Argentine

Une nouvelle vocation

ON ne reconnaît pas aujourd'hui en Gustavo Ramírez le docker dont le niveau de vie avait chuté au plus fort de la débâcle des échanges mondiaux en 2009.

L'an dernier, M. Ramírez a vu, comme la plupart de ses collègues du port de Buenos Aires, son temps de travail diminuer quand la Grande Récession a frappé les docks de la capitale argentine.

Mais malgré la baisse de ses revenus et les sacrifices qu'ont dû s'imposer sa femme et ses quatre filles, il a abordé cette période difficile avec philosophie. L'an dernier, il déclarait au cours d'un entretien avec *F&D* qu'il profitait de son nouveau temps libre pour travailler à titre bénévole pour le syndicat des dockers, une activité qu'il jugeait très gratifiante.

Aujourd'hui, le commerce mondial s'est sensiblement redressé, l'industrie maritime argentine est à nouveau en pleine effervescence, et la plupart de ses collègues ont donc vu leurs heures de travail — et leur paye — augmenter considérablement.

Les perspectives s'améliorent pour les dockers du port de Buenos Aires, de même que pour M. Ramírez, mais lui n'est plus docker. Il est devenu responsable syndical.

Après trois ans de travail sous contrat au port, le temps consacré au bénévolat pendant son oisiveté forcée l'a incité à se présenter aux élections syndicales à la fin de l'année dernière et à travailler à plein temps dans le secteur syndical. Il a remporté les élections, et il est aujourd'hui responsable des communications pour le Syndicat unique des travailleurs portuaires argentins.

M. Ramírez dit avoir trouvé sa place dans la société. «J'ai toujours aimé la politique. J'avais déjà cherché à militer.» Il dit avoir trouvé l'occasion de le faire quand il a commencé à travailler au port.

À l'instar de la plupart des pays émergents, l'Argentine a mieux résisté à la crise mondiale que les pays avancés, et son économie montre actuellement des signes de redressement. Ses exportations ont ainsi augmenté de 18 % au cours du premier semestre de 2010.

M. Ramírez, 38 ans, dit que son salaire actuel n'est pas très différent de celui qu'il gagnait quand il a commencé à travailler au port, mais supérieur à celui de l'année dernière, quand son temps de travail était passé de 24 jours par mois à 14 ou 15 jours. Bon nombre de ses quelque 1.500 anciens collègues gagnent sans

Parmi les 12 personnes qui ont engagé un procès contre Isuzu, certaines ont trouvé un nouvel emploi ou sont en formation professionnelle, mais cherchent toujours à obtenir une indemnisation. D'autres, comme M. Sato, vivent des prestations sociales. M. Sato est cependant le seul à réclamer sa réintégration.

Il se dit déterminé à poursuivre son procès contre Isuzu et l'administration publique, ce qui signifie qu'il devra probablement renoncer définitivement à son mariage.

«J'ai dit à ma femme que si elle veut repartir sur de nouvelles bases, si elle trouve quelqu'un de bien et souhaite se remarier, je n'y verrais aucun inconvénient, dit-il, je serais heureux pour elle.» ■

Par Julian Ryall, journaliste indépendant travaillant à Tokyo.



Gustavo Ramírez est devenu responsable syndical à Buenos Aires.

doute plus que lui aujourd'hui. La hausse marquée de leur salaire résulte de la reprise amorcée à la fin de 2009.

«Le nombre d'heures ouvrées au port a augmenté par rapport à l'an dernier. Aujourd'hui, le salaire [mensuel] moyen net pour un travailleur sous contrat est d'environ 6.000 pesos [1.500 dollars EU environ], contre la moitié environ l'an dernier», ce qui tient essentiellement à l'augmentation des heures ouvrées et non aux 30 % de relèvement des salaires obtenus par le syndicat cette année, dit-il.

Même si M. Ramírez n'a pas bénéficié de cette augmentation salariale, sa situation s'est améliorée par rapport à l'année précédente. Sa famille a été en mesure de louer un appartement plus grand et peut désormais aller au cinéma ou au restaurant «de temps à autre».

Mais l'argent n'est pas l'élément moteur dans sa vie. «Avant, j'avais une vision fondamentalement sceptique des choses, et puis je me suis rendu compte que j'avais le choix : soit lutter constructivement contre la réalité et trouver ma place dans le monde, soit m'enfermer chez moi et laisser le monde se déchirer. Quand j'ai décidé d'affronter le monde, je l'ai fait dans une perspective différente. Quand vous êtes jeune, vous croyez dans l'utopie de la révolution, mais avec l'âge, vous commencez à comprendre les processus à l'œuvre dans le pays. Cette année, j'ai retrouvé l'espoir.» ■

Par Florencia Carbone, journaliste de La Nación à Buenos Aires.



Claude Bruno envoyait des mandats du New Jersey à sa cousine Francette Picard en Haïti.

Haïti

Pas de répit

ON dit souvent qu'Haïti est l'un des pays les plus malheureux du monde. Les événements qui ont cette année frappé la petite nation des Caraïbes semblent confirmer cette opinion. En effet, peu après la crise financière mondiale qui a fait craindre une baisse des mandats dont dépendent les Haïtiens, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental a été dévasté en janvier par un séisme.

Francette Picard, mère célibataire de deux enfants qui figurait l'an dernier dans *F&D*, est l'une des milliers de victimes de cette catastrophe. Aujourd'hui, Haïti fait face à une autre catastrophe : une épidémie de choléra. Nous n'avons pu localiser ni elle ni ses filles.

Même avant le tremblement de terre, comme des dizaines d'autres Haïtiens, Mme Picard, 58 ans, avait du mal à joindre les deux bouts, aidée de temps en temps par des mandats, allant de 30 à 60 dollars, envoyés par son cousin Claude Bruno, 60 ans environ, qui est plongeur dans une maison de retraite du New Jersey.

Il a parlé pour la dernière fois à sa cousine il y a environ cinq mois et il sait qu'elle a survécu au désastre. Pour des raisons financières ou à cause du séisme, elle a quitté son logement et, aux dernières nouvelles, elle habitait dans un des villages de tentes dressés dans le pays pour les sans-logis.

Le logement des 1,5 million de personnes victimes du tremblement de terre reste le problème humanitaire le plus urgent, selon Jacques Bouhga-Hagbe, représentant résident du FMI à Haïti. «La première réaction à la situation d'urgence [après le séisme] a été bonne, mais le passage à la phase de reconstruction est lent», dit-il.

À l'étonnement de beaucoup, et contrairement aux mandats venant des autres parties du monde, les sommes envoyées par l'importante diaspora haïtienne ont remarquablement bien résisté à la crise financière mondiale, selon Aurélie Martin, économiste au FMI.

Selon le FMI, les Haïtiens de l'étranger, surtout des États-Unis, envoient chaque année 22 % du PIB du pays, soit environ 1,5 milliard de dollars. «Avant le séisme, c'était la première source de devises du pays», déclare Martin. Ils ont été repoussés à la deuxième place par le secours aux victimes du séisme.

Les envois ont bondi après la catastrophe et se sont ensuite stabilisés. D'après le FMI, ils étaient en septembre 2010 supérieurs de 7 % à ceux de l'année précédente.

Or cet argent est plus nécessaire que jamais.

Le monde a réagi au séisme, dont les dégâts représentaient environ 120 % du PIB d'Haïti, par un afflux de fonds et d'aide humanitaire. Par exemple, le FMI a fourni 114 millions de dollars en financement d'urgence et annulé 268 millions de dollars de dettes pour la reconstruction.

Pourtant, même avec cette aide, le pays se heurte à l'ampleur de la catastrophe. La nécessité de fournir l'alimentation, le logement, l'eau propre et l'assainissement à ses 8 millions d'habitants pèse lourd sur ses ressources limitées. Selon les Nations Unies, même avant le désastre, 80 % de la population vivaient avec 2 dollars par jour ou moins.

Le manque d'eau potable et d'assainissement a contribué à la propagation du choléra. Au moment où *F&D* était sous presse, les autorités haïtiennes s'efforçaient de contenir une épidémie menaçante, qui avait déjà fait plus de 1.000 morts et déclenché des violences contre les Casques bleus, que beaucoup d'Haïtiens tiennent pour responsables de la maladie.

Au même moment, à 3.000 kilomètres de là, Claude Bruno suit l'évolution dans son pays. Il continue de travailler à la maison de retraite du New Jersey en économisant de l'argent pour l'envoyer à sa famille et en espérant qu'Haïti pourra trouver le moyen de sortir de ses malheurs successifs. Il a payé cher lui aussi : il a perdu 5 membres de sa famille dans le séisme de janvier, y compris un de ses enfants. ■

Niccole Braynen-Kimani, assistante principale de rédaction, et Hyun-Sung Khang, rédacteur principal, appartiennent tous deux à l'équipe de Finances & Développement.

Le travail de la vie

SHITAL Patel figurait encore récemment dans les statistiques du chômage de New York. Aujourd'hui elle les étudie.

En effet, elle est devenue économiste au service de recherche du Département du travail de l'État de New York, dans une équipe qui suit l'évolution du marché de l'emploi dans la ville de New York. Elle a passé plus d'un an au chômage après que la banque d'investissement Morgan Stanley l'a licenciée en mai 2008. Donc, quand elle reçoit des demandeurs d'emploi inquiets au siège du Département à Manhattan pour leur expliquer les perspectives de l'emploi et de l'économie dans la ville, elle sait de quoi elle parle.

«Je suis passée par là, alors je leur dis «j'ai été à votre place et ça finit par s'arranger; il faut rester positif parce qu'il y a du travail», dit-elle.

Elle a fait du chemin en un an.

Son histoire d'ascension sociale, en quelque sorte, pourrait sortir de Hollywood. Elle a été «découverte» par son nouvel employeur quand elle est venue au bureau pour faire une demande d'allocation chômage.

Les formalités consistaient entre autres à fournir une copie de son CV et à écouter un exposé par l'équipe du Département — le même exposé qu'elle présente aujourd'hui aux nouveaux chômeurs de la ville.

Ses qualifications et compétences sont apparues lors d'une recherche dans la base de données du Département quand les responsables cherchaient une personne ayant des connaissances en économie et une expérience de la finance, dit Jim Brown, analyste du marché du travail au Département et son nouveau patron.

Elle a postulé et a été choisie parmi de nombreux demandeurs.

«Nous parlons à des publics très divers, donc nous cherchions quelqu'un ayant des compétences d'analyse et de communication qui pourrait présenter les données de façon moins technique», dit Brown.

Elle est chargée notamment de parler au personnel de sociétés qui prévoient des licenciements et de lui expliquer les perspectives d'emploi dans le secteur pour tout l'État de New York.



Shital Patel a trouvé un nouvel emploi comme économiste à New York.

Selon le Département du travail de l'État, le taux de chômage dans la ville de New York en septembre de cette année était de 9,3 %, juste au-dessous de la moyenne nationale qui était alors de 9,6 %. Le taux varie entre les cinq districts de la ville, avec un maximum de 12,5 % dans le Bronx.

Le coût humain de la crise économique mondiale est effrayant, et le chômage sur la planète tourne autour de 210 millions d'individus, selon la dernière estimation de l'Organisation internationale du travail.

Shital Patel, 33 ans, médite sur les grands changements des deux dernières années, depuis le choc et la douleur causés par la perte de son emploi, jusqu'à la nouvelle raison de vivre qu'elle a trouvée en aidant les gens qui subissent la même épreuve.

Son bureau à Tribeca est à un quart d'heure à pied de son appartement à Greenwich Village et c'est un endroit où elle se sent appréciée par ses collègues comme par les demandeurs d'emploi qu'elle aide. Mieux encore, elle a la sécurité de l'emploi qu'elle n'avait jamais eue à Wall Street.

«Je suis tellement plus détendue et solide — je quitte le bureau à six heures et je ne suis plus accrochée à mon BlackBerry», dit-elle.

Le seul inconvénient qu'elle reconnaît est financier : elle est beaucoup moins bien payée que quand elle travaillait pour une banque d'investissement.

Elle subit aussi des pressions de certains de ses amis, qui voudraient qu'elle utilise son ambition et ses talents pour revenir dans le monde de la banque. Elle doit leur expliquer qu'elle aime sa nouvelle vie et qu'elle est heureuse de retravailler.

«Ma mère dit toujours que j'ai de la chance et elle a raison», dit-elle. ■

Jacqueline Deslauriers est rédactrice au sein de l'équipe de Finances & Développement.

Statement of Ownership, Management, and Circulation required by 39 USC 3685

1. Title: *Finance & Development*. 2. Publication No. 123-250. 3. Date of filing: November 19, 2010. 4. Frequency: Quarterly. 5. Number of issues published annually: four. 6. Annual subscription price: \$25. 7/8. Complete mailing address of known office of publication/publisher: *Finance & Development*, International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 9. Full names and complete mailing address of publisher, editor, and managing editor: Sandy Donaldson; Jeremy Clift; Marina Primorac, International

Monetary Fund, Washington, DC 20431. 10. Owner: International Monetary Fund, 700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431. 11. Known bondholders, mortgagees, and other security holders owning or holding 1 percent or more of the total amount of bonds, mortgages, or other securities: None. 12. Tax status: has not changed during preceding 12 months. 13. Publication title: *Finance & Development*. 14. Issue date for circulation data below: September 2010.

15. Extent and nature of circulation	Average no. of copies each issue in preceding 12 months	Actual no. of copies of single issue published nearest to filing date (September 2010)
A. Total number of copies	19,325	22,000
B. Paid and/or requested distribution	8,660	9,294
C. Total paid distribution	8,660	9,294
D. (4) Free or nominal rate distribution outside the mail	10,665	4,822
E. Total free or nominal rate distribution	10,665	4,822
F. Total distribution	19,325	14,116
G. Copies not distributed	3,475	7,884
H. Total	22,800	22,000
I. Percent paid and/or requested circulation	44.81	65.34

I certify that the statements made by me above are correct and complete.
Jeremy Clift, Editor-in-Chief